

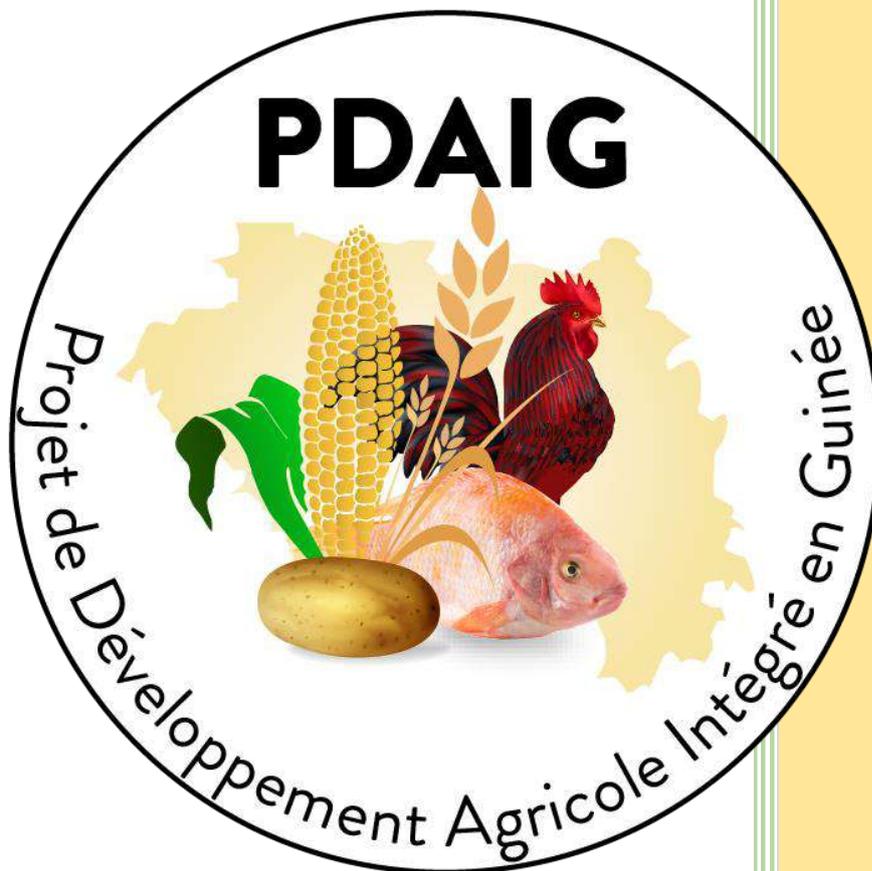


MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Projet de Développement Agricole Intégré en Guinée - PDAIG

RAPPORT SEMESTRIEL DE MISE EN OEUVRE

Janvier – juin
2020



Partenaire :



JUILLET 2020

Table des matières

SIGLES ET ACRONYMES	1
INTRODUCTION :.....	3
AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET	4
SYNTHESE DES REALISATIONS DU PTBA 2019 :	5
BILLAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES PAR COMPOSANTE :	11
<i>Composante 1 : Augmentation de la productivité agricole</i>	11
<i>Composante2 : Amélioration de l'accès aux marchés</i>	15
<i>Composante3 : Renforcement de capacités institutionnelles</i>	18
<i>Composante 4 : Coordination et mise en œuvre du projet</i>	19
a) <i>Mobilisation de consultants et assistances techniques à l'UCP</i>	22
Exécution Financière :	33
<i>Mise en œuvre du Plan de Passation de marchés</i>	Erreur ! Signet non défini.
Annexes :	35

SIGLES ET ACRONYMES

ANAG	Agence Nationale de l'Aquaculture de Guinée
ANASA	Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires
ANPROCA	Agence Nationale de la Promotion Rurale et du Conseil Agricole
APIP	Agence de Promotion de l'Investissement Privé
BGEEE	Bureau Guinéen d'Etudes et d'Evaluation Environnementale
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CPP	Comité de Pilotage du Projet
CNA-G	Chambre Nationale d'Agriculture de Guinée
CNOP-G	Confédération Nationale des Organisations des Producteurs de Guinée
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPIA	Direction Nationale des Productions et Industries Animales
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GBM	Groupe de la Banque Mondiale
IGR	Ingénieur Génie Rural
MGR	Mécanisme de Gestion des Réclamations
IDA	Association de Développement International
FPFD	Fédération des Producteurs du Fouta Djallon
MGP	Manuel de Gestion du Projet
MP	Micro Projet
MPME	Micro, Petite et Moyenne Entreprise
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ODP	Objectifs de Développement Durable
OPE	Organisation des Professionnels de l'Elevage
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PACV	Programme d'Appui aux Collectivités Villageoises
PANA	Programme d'Action National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques –
PASA-G	Projet d'Appui au Secteur Agricole de Guinée
PASANDAD	Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable
PDAIG	Guinea Integrated Agricultural Development Project
PDO	Objectifs de Développement du Projet
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PNIASA	Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PP	Partenariat Productif
PPA	Avance de Préparation du Projet
PREF	Programme de Redressement Economique et Financier
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PDAIG	Projet de Développement Agricole Intégré en Guinée
RNAE	Recensement National de l'Agriculture et de l'Elevage

S&E	Suivi et Evaluation
SNPV-DS	Service National des Productions Végétales et Denrées Stockées
SP	Sous- Projet
TIC	Information and Communication Technologies
UCP	Unité de Coordination et de Mise en Ouvre du Projet
UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
USAID	Agence des EU pour le Développement International
PPAAO/WAAPP	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest/West Africa Agricultural Productivity Program

INTRODUCTION :

Dans le cadre de l'opérationnalisation du PASANDAD et la contribution à la mise en œuvre du PNDES, le Gouvernement guinéen a fait un appel au soutien technique et financier du Groupe de la Banque Mondiale pour jouer un rôle central dans la mobilisation des financements nécessaires.

Le projet de développement Agricole Intégré en Guinée (PDAIG) s'inscrit dans ce cadre et constitue une réponse de la Banque Mondiale à la demande du Gouvernement, dont le début de mise en œuvre est soutenu par les projets en cours comme le PASAG et le WAAPP.

Le projet dans sa mise en œuvre, contribuera aux objectifs du PNDES de réduction de l'incidence de la pauvreté (de 55,2 en 2012 à 45,0% en 2020) et d'accélération de la croissance du secteur primaire (d'au moins 8,1% d'ici 2020) en se concentrant sur le développement de chaînes de valeur à forte valeur ajoutée. Il sera entièrement aligné sur le moteur de changement structurel du PNDES lié à l'augmentation de la productivité dans les secteurs agro-sylvo-pastoral et de la pêche. Il apportera une contribution précieuse aux objectifs du PASANDAD d'amélioration de la sécurité alimentaire, d'accélération de la production agricole, d'amélioration de la commercialisation, le stockage et la transformation, et de réduction des importations de produits alimentaires. En outre, le projet contribuera à atténuer les effets négatifs sur le développement du changement climatique en soutenant le Programme d'action national pour l'adaptation aux changements climatiques (PANA, 2007) qui identifie des mesures préventives et d'adaptation. En somme, le projet sera ancré dans les stratégies, les politiques et programmes de développement de la Guinée et contribuera à saisir les opportunités économiques et à réaliser les objectifs de développement économique de la Guinée.

Le Projet de Développement Agricole Intégré en Guinée (PDAIG) financé par la Banque Mondiale, a un montant global de 40 millions de dollars pour l'IDA sur cinq ans (avec une contribution de 1 million USD pour l'Etat et 2 millions USD des bénéficiaires). Placée sous-tutelle du Ministère de l'Agriculture, la gestion globale du projet est la responsabilité de l'unité de coordination et de mise en œuvre du projet (PCIU), intégrée au PPAAO/WAAPP.

L'objectif de développement du projet est d'accroître la productivité agricole et l'accès au marché pour les producteurs et les petites et moyennes entreprises (PME) agricoles dans les chaînes de valeur sélectionnées au niveau de la zone du projet.

Le projet portera sur cinq chaînes de valeur agricoles qui sont importantes en termes de production, de sécurité nutritionnelle et de génération de revenus, et mis en œuvre dans un maximum de 10 préfectures¹. Il s'agit du riz, du maïs, de la volaille (aviculture), de la pomme de terre et de la pisciculture (poissons frais et fumés). Dans les cinq chaînes de valeur sélectionnées, les possibilités de marché existent et des gains de productivité sont réalisables grâce à l'adoption de technologies améliorées, à une meilleure gestion de l'eau et au renforcement des liens entre les acteurs de la chaîne de valeur. Quant aux préfectures cibles, elles constituent des zones de production majeures et offrent un potentiel de développement significatif pour les chaînes de valeur sélectionnées.

Le projet comprend quatre composantes interconnectées, à savoir : (i) Augmentation de la productivité agricole ; (ii) Augmentation de l'accès aux marchés ; (iii) Renforcement des capacités institutionnelles ; et (iv) la Coordination et la mise en œuvre du projet.

¹ Dubréka, Coyah, Boké, Dalaba, Pita, Labé, Dinguiraye, Siguiri, Mandiana et Beyla

AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

Les activités du premier semestre 2020 du PTBA 2020 sont mises en œuvre dans un contexte spécifique très difficile lié à la pandémie de CORONAVIRUS pour cause des restrictions qui l'accompagnent mais ayant permis quand même d'achever certaines activités inscrites dans le PTBA de 2020, d'entamer d'autres et de préparer et mettre en œuvre le plan d'urgence de la sous composante 2 composante C du Projet. Après la supervision conjointe du Projet par le GBM via le télé travail, la démarche de mise en œuvre de l'ensemble des activités et le régime de travail ont été revues en fonction de la situation socio-sanitaire. Sur recommandation de la mission de revue, l'UCP a adopté le télétravail et a invité tous les partenaires et prestataires à proposer des plans de contingence face à la pandémie.

Qu'à cela ne tienne la mise en œuvre du PDAIG a permis de boucler certaines activités non finalisées en 2019 et d'entamer celles planifiées dans le PTBA en cours. Lors de la dernière mission de supervision du projet par la Banque mondiale et le Gouvernement de Guinée, le décaissement qui était de 20,59% en fin du premier trimestre est passé à 33.36 % au 30 juin 2020. Le recrutement des Entreprises de travaux pour la réhabilitation des périmètres de Batipon (1100ha), Kada (600ha) et les sites Timbi-Madina (230ha) a été finalisé. Le contrat du Bureau de contrôle a été signé, le recrutement du cabinet pour l'étude de référence a été finalisé, les études réalisées et le Rapport est en cours de revue. Pour la Firme spécialisée, en charge d'accompagner l'UCP dans la mise en œuvre du Financement à couts partagés, des prestataires potentiels ont été short listés et la situation a été transmise à la Banque et obtenue l'ANO. L'approbation de la DP est toujours attendue à cause du souci technique avec l'outil de Passation des marchés (Step), et c'est pourquoi cette activité continue d'enregistrer un retard pour non validation des documents soumis pour approbation.

En termes d'aménagement, sur 3000 ha initialement prévues par le projet, 3324 ha ont été identifiés et étudiés soit un accroissement de 11 %. Les travaux ont été regroupés quatre (4) lots et ont fait l'objet de deux appels d'offres distincts qui se déclinent comme suit :

- Le premier en AOI pour 1372 ha en lot unique, concerne les périmètres de Bankoumana-Magana dans Mandiana (1100 ha) et de Banifra (272 ha) dans Siguiiri ont été attribués à l'Entreprise AFRICA GERMANY et le démarrage des travaux attend la finalisation du recrutement du Bureau de contrôle et de supervision des travaux.
- Le second en AON pour un total de 1938 ha est reparti en trois (3) lots distincts à savoir :
 - Lot1 : Batipon à Boké pour 1100 ha,
 - Lot2 : 5 à 6 sites de Timbi pour 238 ha et
 - Lot3 Kada à Siguiiri pour 600 ha.

A la date du 30 juin 2020, il y a eu la signature de tous les contrats d'aménagement du second lot, la finalisation de l'installation du chantier pour le démarrage des travaux d'aménagement des périmètres de Bankoumana (1100ha) et de Banifra (272ha) à Mandiana et à Siguiiri.

Dans le cadre volet de sauvegarde environnementale et sociale du projet, conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision conjointe GBM/MA, les dix (10) sites retenus pour les travaux d'aménagement ont fait objet de screening environnemental et social qui a abouti à l'évaluation d'impact environnemental et Social et le PAR du site de Bankoumana-Magana qui sont validés par le BGEED et transmis au GBM qui a fait ses observations après deux (2) mois, revu et transmis au GBM qui attend l'ANO pour procéder aux compensations des bénéficiaires impactés.

En termes de sauvegarde sociale, genre et jeunes, *durant la période rapportée, 5 activités avaient été planifiées. Parmi les 5, 3 activités ont été achevées et 2 en cours. Par ailleurs deux (2) autres activités non prévues ont été réalisées. Parmi les activités de sauvegarde sociale mises en œuvre il ya : la validation de l'étude évaluation sexo-spécifique à travers un atelier de restitution tenu au siège de l'UCP ; la finalisation du MGR et renvoyé au GBM pour ANO. Pour ce qui est des activités programmées non mises en œuvre, il y a la formation des cadres de l'UCP et partenaires sur le MGR dont les TDR sont transmis à la coordination et la mise en œuvre du PAR. Pour ce qui est des activités réalisées non prévues, il y a la finalisation des conventions avec les Agences d'exécution et la participation au plan de riposte contre COVID 19.*

En matière de mise en œuvre du mécanisme de financement à couts partagés, le recrutement de la Firme Internationale suit son processus qui au 30 juin attendait l'ANO de la DP qui a été obtenu le 21 juillet 2020. La fin du recrutement est projetée en fin septembre 2020.

Dans le cadre de l'accroissement de l'accès aux marchés, à travers le développement des filières, le projet a participé aux activités du SADEN Régional et National initié par l'AGUIPE et co-organisé avec l'ONUDI, ENABEL, PDAIG. Ces activités placées respectivement sous les thèmes : « Relance de la filière ananas, défis, opportunités et perspectives » et « » à Kindia du 31/01 au 1er/02/2020 et à l'Hôtel Primus de Kaloum du 11 au 12 février 2020.

Le processus de mise en place des instances de gouvernance du RNAE est finalisé dans toutes les régions du pays. L'ameublement du Bureau Central est finalisé. Le recrutement de l'expert informaticien et celui en charge de la communication, est finalisé. Un programme de communication institutionnelle est élaboré et est encours de mise en œuvre. La méthodologie du RNAE et les outils sont revus et validés. Les contrats d'acquisition de matériels roulants (100 motos et 2 véhicules) et informatiques (750 tablettes, 20 ordinateurs et 2 serveurs) sont signés et la livraison est prévue avant mi- Aout 2020.

Sur la Passation de marchés (exercice 2020), après l'obtention de l'ANO du GBM sur le second Plan de Passation de Marchés (PPM) pour un total de 28 marchés, 26 sont bouclés, 2 sont encours soit 93 % de réalisation pour un taux de décaissement **de** % avec un engagement de.....USD

SYNTHESE DES REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE 2020 :

Dans le PTBA 2020, sur une prévision annuelle de 79 activités, 79 étaient programmées à être réalisées entièrement ou en partie pendant le semestre rapporté et qui ont été soit achevées, soit encours ou non entamées à date. Pour la mise en œuvre, 3 conventions de collaboration ont été élaborées avec l'ANPROCA, l'ANASA et la DNGR, qui ont obtenu l'ANO de la Banque mondiale. Six (6) autres conventions avec la DNPIA, l'ANAG, la DNTI, la CNOPG et l'APIP sont signées.

Ce présent rapport rend compte du niveau de réalisation des activités planifiées, les défis et les leçons apprises au cours de la période rapportée.

En termes de réalisation physique, sur les 79 activités planifiées, 18 ont été totalement exécutées (soit un taux d'achèvement de 23 %), 30 en cours de réalisation (38%) et 31 qui n'ont pas connu de début d'exécution à cause de facteurs exogènes et endogènes.

Parmi les activités non entamées la composante B reste celle qui a plus d'activités non entamée (58%) à cause du retard persistant du recrutement de la Firme spécialisée.

Les résultats du tableau ci-après (Tableau de bord de niveau d'exécution trimestrielle du PTBA 2020) montre un niveau d'exécution physique de 61 % par rapport à la planification semestrielle, ce qui est salubre au vu du contexte particulièrement difficile marqué par des contraintes liées à la situation sociopolitique que le pays a connu durant la période revue et la situation socio sanitaire liée à la pandémie du Covid19 ayant fortement impacté le rythme des activités et des prévisions, quant à la réalisation financière au 30 juin 2020, elle est de 33,36 %.

De l'analyse des graphiques ci-dessous qui ressort le niveau d'avancement et de l'exécution financière du PTBA 2020 par composante, nous constatons que les composantes 2 et 3 ont enregistré le plus grand niveau de réalisation à cause de la finalisation des dossiers de passation, la réalisation de l'étude de référence et le progrès accompli dans le processus du RNAE.

Cependant, la composante 1 enregistre le plus faible taux de réalisation physique qui s'expliquerait par le retard accusé dans le recrutement de la firme spécialisée qui conditionne la mise en œuvre des autres activités de la composante. La composante 4 quant à elle a connu une évolution considérable par rapport à la seconde à cause de la finalisation du recrutement des entreprises de travaux et du Bureau de contrôle et de la finalisation de l'installation du chantier.

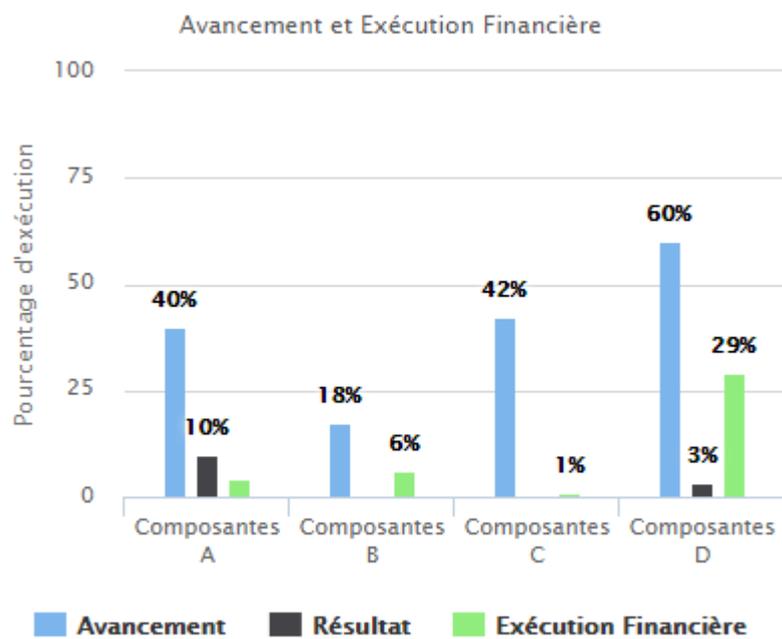
Quant au décaissement du crédit, il est de 23,90 % au 30/06/2020. Le tableau ci-dessous indique la situation des décaissements par catégories depuis le démarrage du projet.

Situation du décaissement par catégories du crédit 6257 GN

Catégories	Description des catégories	Allocation initiale	Décaissés	Soldes	Taux de décaissement
1	Travaux, Biens, NCS, CS excepté Cat 2 & 4	31 404 825,00	6 368 161,59	25 036 663,41	20,28%
2	Matching Grants (Subvention de Contrepartie)	6 839 273,00	0,00	6 839 273,00	0,00%
3	PPF Prefinancing (Remboursement Fonds de Préparation du Projet)	697 885,00	195 210,23	502 674,77	27,97%
4	Emergency Expenditure (Cas Urgence Eventuelle)	0,00	0,00	0,00	0,00%
DA-AG	Compte Désigné IDA V1520-001	0,00	220 493,64	-220 493,64	-0,57%
DA-BG	IDA -62570	0,00	2 522 919,69	-2 522 919,69	-6,48%
Totaux		38 941 983,00	9 306 785,15	29 635 197,85	23,90%

A date, la réalisation physique global du PTBA 2020 est de 40.2 % ce qui est acceptable au vu du contexte dans lequel les activités ont été menées durant la période considérée. Toutefois, des efforts doivent être fournis pour finaliser le recrutement de la firme spécialisée pour booster les activités de la composante B qui ne sont pas des moindres dans l'atteinte des objectifs du PTBA.

Exécution par Composantes du PTBA 2020



RUCHE : 26/07/2020 11:01

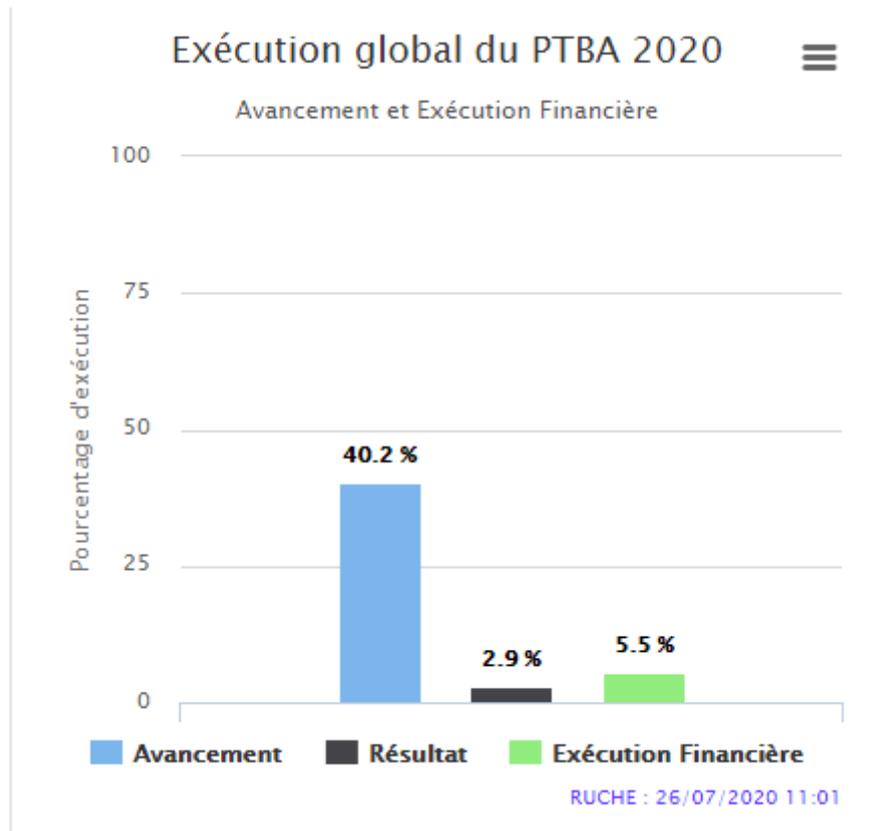


TABLEAU DE BORD DU NIVEAU D'EXECUTION DU PTBA 2019 DU PDAIG

Composantes	Sous/composante	Activités planifiées	Activités achevées	Activités en cours	Activités non débutées	Taux de réalisation physique	Structures d'exécution
Composante 1 : Augmentation de la productivité agricole	Sous-Composante 1.1 : Amélioration de la gestion de l'eau	5	1	0	3	22%	DNGR
	Sous-composante 1.2 : Accès aux Technologies, Innovations et Services de Conseil	9	1	9	0	51%	ANPROCA, CNA
SOUS TOTAL1	2	14	2	9	3	78%	
Composante 2 : Augmentation de l'accès aux marchés	Sous - composante 2.1 : Renforcement des organisations de producteurs	19	1	5	14	12%	DNPIA, CONASEG, CNOP-G, ANAG
	Sous composante 2.2 : Promotion des services des entreprises	3	1	0	2	33%	CNOP-G/ CAPME
	Sous-composante 2.3 : Financement de projets d'investissement productifs	14	1	0	2	35 %	UCP
SOUS TOTAL2	2	26	3	5	18	31%	
Composante 3 : RC institutionnelles	Sous-composante 3.1 : Renforcement du système public de statistiques agricoles	4	1	2	2	36 %	ANASA
	Sous-composante 3.2 : Intervention en cas d'urgence	6	0	5	0	48 %	MA, UCP, DNA, ANPROCA, ANASA, PV,
SOUS TOTAL 3	1	10	1	7	2	80%	
Composante 4 : Coordination et Mise en Œuvre du Projet	Sous-composante 4.1 : Coordination et gestion du projet	18	4	6	7	45 %	UCP
	Sous-composante 4.2 : Suivi-évaluation, communication, protections	6	3	2	2	67 %	UCP
	Sous-composante 4.3 : Gestion financière et passation des marchés	5	5	0	0	100 %	UCP

SOUS TOTAL 4	3	29	12	8	9	69%	
EXECUTION GLOBAL		79	18	30	31	61%	

BILLAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES PAR COMPOSANTE :

Composante 1 : Augmentation de la productivité agricole

Cette composante vise à accroître la productivité agricole grâce à une intensification respectueuse de l'environnement de certains systèmes de production axés sur l'amélioration de la gestion de l'eau et l'accès accru aux technologies et innovations améliorées. Toutes les activités généreront les questions de prise en compte du genre et de la jeunesse, notamment pour attirer plus de jeunes dans la production agricole, améliorer l'accès des femmes aux technologies et déduire la pénibilité de leur travail.

Au cours de la période rapportée, le projet devait procéder dans le cadre de cette composante au démarrage des travaux d'aménagement sur des 1400 ha concernant les périmètres de Bankoumana-Magana dans Mandiana (1100 ha) et de Banifra (272 ha) dans Siguiri et lancer le processus d'appel pour les 1938 ha de Kada, Batipon et Timbi.

Concernant les travaux d'aménagement du lot unique des 1400 ha confiés à l'Entreprise AFRICA GERMANY, l'installation du chantier est finalisée et l'entreprise attend la validation et mise en œuvre du PAR pour démarrer les travaux. Le contrat est signé avec le Bureau de contrôle et de supervision des travaux et les activités de supervision sont en cours.

Pour ce qui est du second Appel de type National (AON) pour un total de 1938 ha et reparti en trois (3) lots (Lot1 : Batipon à Boké pour 1100 ha, Lot2 : 5 à 6 sites de Timbi pour 238 ha et le Lot3 Kada à Siguiri sur 600 ha), tous les contrats d'aménagement sont signés. Dans la même lancée, le démarrage des travaux des lots 1 et 3 est prévu fin juillet, et celui du lot 2 en octobre 2020.

Pour ce qui est des autres activités de la composante à savoir l'initiation de la mise en place ou la consolidation des Associations des usagers de l'eau au niveau des périmètres retenus pour l'aménagement ou la réhabilitation ; le développement des petits systèmes d'irrigation simple et moins intensifs en main d'œuvre au bénéfice des petites exploitations de pomme de terre ou de maïs n'ont pas démarré à cause du contexte socio-sanitaire empêchant les regroupements pour leur mise en place et ou restructuration. Mais les TDR sont élaborés et encours de validation.

Concernant les autres activités planifiées de la composante1, après l'obtention de l'ANO du GBM sur les trois (3) conventions entre l'UCP et les partenaires : les TDR, budgets et chronogramme sont soumis pour le renforcement et intensification de la diffusion des technologies améliorées y compris les semences améliorées de riz et de maïs,

Pour l'Appui conseil aux producteurs pour le transfert des innovations, des bonnes pratiques résilientes face aux changements climatiques et le suivi des exploitations, les appuis sont focalisés sur les opérations de riposte contre la COVID 19. Au total, 150 conseillers agricoles sans compter les stagiaires sont formés et mobilisés pour accompagner le processus d'identification des ménages, de distribution des kits agricoles et de suivi des champs des producteurs bénéficiaires dans 135 communes sélectionnées dans les 33 préfectures du pays.

Au niveau des préfectures, 34 COA et 66 Techniciens Spécialisés en conseil agricole et développement des cultures sont mobilisés pour accompagner les Conseillers Agricoles dans la mise en œuvre de ces activités.

Au niveau régional, 8 Directeurs Régionaux (DR) et 24 Techniciens Spécialistes en développement des cultures et Organisations Paysannes et les Spécialistes des Appuis aux Femmes Rurales assurent la supervision des activités.

Avec l'ANAG, l'UCP a procédé à la réception définitive des travaux d'aménagement des marres piscicoles, une mission conjointe de prise de contact avec les bénéficiaires sur les sites d'aménagement pour démarrer l'animation et l'ingénierie sociale.

Pour ce qui est de la modernisation du service d'appui-conseil et l'utilisation accrue des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) dans la vulgarisation des technologies ; le projet a contractualisé avec l'Entreprise TULIP Industries, comme expertise locale identifiée à cet effet pour le développement de solution informatique et les outils TIC. A date, 10 bornes numériques sont déjà conçues. Un RAC serveur est aussi disponible et sera domicilié à la Direction Nationale des Nouvelles Technologies de l'Information (DNTI) du Ministère des Postes et Télécommunication.

Les acquisitions des équipements composés de 2 drones, de 20 tablettes et de 6 300 bracelets pour l'identification des producteurs sont en cours. La totalité des équipements seront livrés avant fin Aout 2020.

Une formation de 40 techniciens dont 20 de l'ANPROCA et 20 de TULIP sur l'utilisation des outils digitaux est prévue du 15 au 30 aout pour l'opérationnalisation du centre d'appel.

A – Activités achevées ou en cours de réalisation :

1.1. Recrutement d'Entreprise de travaux pour l'aménagement des périmètres agricoles

L'un des objectifs du projet en début 2020, était l'achèvement du processus de recrutement des Entreprises de travaux, ainsi que le Bureau de contrôle pour un démarrage effectif courant le trimestre. En termes de réalisation, le marché pour le premier lot des 1400ha a été lancé, le contrat a été signé avec l'entreprise AFRICA GERMANY. Le plan d'exécution et l'installation du chantier sont finalisés. Le contrat a été également signé avec le Bureau de contrôle et de supervision qui a démarré ses activités sur le terrain.

Pour ce qui est du second appel, après une mission d'étude de spécification techniques réalisée sur 1938 ha par l'UCP et les cadres du BTGR dans les 7 à 8 périmètres concernés, le second Appel d'offre de type National (AON) répartis en trois (3) lots (Lot1 : Batipon à Boké pour 1100 ha, Lot 2 : 5 à 6 sites de Timbi pour 238 ha et le Lot3 Kada à Siguiri pour 600 ha) a été lancé et tous les contrats sont signés.

Les travaux des lots 1 et 3 démarreront fin juillet et ceux du lot 2 en octobre 2020.

1.2. Recrutement du bureau d'étude pour le contrôle et la supervision des travaux d'aménagement de 3000 ha et de l'entreprise d'aménagement

En matière de contrôle et de supervision des travaux d'aménagement, le processus de recrutement du bureau de contrôle et de supervision est bouclé et les activités ont démarré sur le terrain.

Aussi, une convention de collaboration a fait l'objet de finalisation avec la DNGR pour le suivi et la supervision des travaux au nom du maître d'ouvrage délégué.

1.3. Etudes d'impact environnemental et social des sites retenus pour les aménagements

En termes d'aménagement, des visites de sites des 3000 hectares à aménager/réhabiliter dans le cadre du Projet, sur la base des études d'Avant-Projet Sommaires (APS) menées dans le cadre de l'étude du schéma directeur de l'irrigation conduite dans le cadre du PASAG. Des missions de screening environnemental et social des plaines à aménager ont été réalisées. Un rapport de screening pour les 10 sites à aménager a été produit. A l'issue des constats et recommandations contenues dans ce rapport de mission, il a été retenu la réalisation d'une étude d'impact environnemental et social globale pour les 3 000 ha de plaine et l'élaboration d'un plan d'action de réinsertion (PAR) pour la plaine de Magana-Bankoumana.

Afin de permettre d'améliorer les performances environnementales et sociales de l'exécution des activités du projet, un audit environnemental et social a été commandité pour l'identification des écarts aux mesures, normes et bonnes pratiques en vue de proposer des solutions/ corrections au système de gestion environnementale et sociale du projet.

A. Activités achevées :

Afin de permettre d'améliorer les performances environnementales et sociales de l'exécution des activités du projet, un audit environnemental et social a été réalisé pour l'identification des écarts aux mesures, normes et bonnes pratiques en vue de proposer des solutions/ corrections au système de gestion environnementale et sociale du projet.

La mise en œuvre des activités de sauvegarde environnementale du premier semestre 2020 se résumait comme suit :

1. Screening environnemental et social

Dans le cadre du projet « Aménagement hydroagricole de 3 000 ha de plaines », c'est au total dix (10) sous-projets réparties dans les préfectures de Boké, Pita, Siguiri, Mandiana et Beyla qui ont fait de screening. Le screening environnemental et social a été conduit conformément aux termes de référence et à l'esprit des politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque mondiale.

Au terme de ce processus de criblage socio-environnemental et au regard des impacts potentiels identifiés, il a été réalisé une évaluation environnementale et sociale (EIES). Le rapport de l'EIES assorti d'un cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) des aménagements est disponible. Il a été également réalisé un plan succinct de réinstallation (PSR) pour l'aménagement de la plaine de Magana-Bankoumana afin de réinstaller les propriétaires des campements agricoles qui pourront être inondés par les eaux du barrage.

Screening environnemental et social des sites piscicoles : Dans le cadre des activités de l'ANAG, six sites piscicoles ont fait aussi l'objet de screening environnemental et social. Un rapport de screening pour les 10 sites à aménager a été produit.

2. Audit environnemental et social et suivi de la mise en œuvre du PGES

Dans le souci d'améliorer les performances environnementales et sociales de l'exécution des activités du projet, et conformément aux textes nationaux en vigueur et aux politiques de sauvegarde déclenchées par le projet notamment l'OP 4.01, un audit environnemental et social a été réalisée au premier trimestre 2020.

Cette activité a été réalisée par une équipe du BGEEE entre janvier et février. Le rapport d'audit est disponible ainsi qu'un Certificat de Conformité Environnementale et sociale.

Autres activités réalisées

- **Screening environnemental et social de 100 km de pistes rurales dans la Commune rurale de Mambia, préfecture de Kindia au compte du PDACG**

Dans le cadre de la mise en conformité des exigences nationales en matière de préservation de l'environnement et des politiques et procédures de la Banque mondiale en matière de durabilité environnementale, un diagnostic environnemental et social au niveau des pistes retenues dans la Commune Rurale de Mambia, préfecture de Kindia a été réalisé par les spécialistes en sauvegarde environnementale et sociale du PDAIG.

Ce screening environnemental et social de 100 km de piste a été conduit conformément aux termes de référence et à l'esprit des politiques de sauvegarde de la Banque. Les termes de référence, préalablement préparés par le spécialiste en sauvegarde environnementale ont été validés par la Banque. Le rapport du screening est soumis à la Banque pour ANO.

- **Appui à l'Audit environnemental et social de l'abattoir national de Kagbelen**

Au compte des activités du Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG) un appui a été fait dans l'élaboration des TDR, le recrutement de consultant, l'exécution de l'étude et la finalisation du rapport. Le rapport d'audit finalisé est soumis à la Banque.

- **Riposte contre COVID 19**

Dans le cadre d'appui aux acteurs des filières agricoles face au COVID-19, le volet sauvegardes en collaboration avec la Direction nationale de la protection des végétaux a organisé une mission de réception et de prise de contact avec les structures déconcentrées du Ministère de l'Agriculture dans la distribution des intrants agricoles pour planifier et organiser des séances de sensibilisation et de formation des agriculteurs sur la bonne gestion des herbicides et autres intrants agricoles.

Quatre ateliers régionaux sur la bonne utilisation de herbicides ont été réalisés avec des cadres de la Direction nationale de la protection des végétaux et denrées stockées.

Appuyer l'installation de 50 champs écoles paysans

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette activité, l'identification des sites est en cours. Les champs écoles seront focalisés cette année sur les cultures de riz et de maïs de contre saison.

Les TDR ont été élaborés pour l'organisation d'une mission relative à la réalisation des diagnostics systématiques sur les contraintes au niveau des sites identifiés, l'identification des apprenants et des technologies à diffuser

B. Activités en cours de réalisation

1. **Organisation des trois ateliers de vulgarisation du PGES** : Pour permettre une vulgarisation du contenu du PGES pour une meilleure appropriation par les bénéficiaires, les TDR ont été élaborés par l'UCP et les Manuels de formation sont élaborés. Les formations planifiées pour fin mars et début avril ont été reportées à cause de l'apparition du COVID 19. Cette activité se fera au courant de mai 2020 si la restriction liée à l'urgence sanitaire est levée.

2. **Prise de contact avec les Sections des Eaux et Forêts**

Il était prévu une rencontre avec les Chefs Section Eaux et Forêts pour discuter autour des reboisements de protection et de compensation pour la protection des cours d'eau qui arrosent les plaines aménagées. Cette activité est également reportée pour le mois de mai 2020, à cause de la pandémie.

C- Activités non débutées :

Sur la période sous revue, les activités suivantes n'ont pas connu de début de mise en œuvre :

1. **Diagnostic, information, sensibilisation et mise en place des Associations des usagers de l'eau au niveau des sites retenus** : le processus de signature de la convention de collaboration avec la DNGR, objet de mise en œuvre de cette activité n'est pas encore signée bien qu'ayant obtenu l'ANO du GBM. Cette activité sera mise en œuvre au second trimestre

- 2. Appui aux producteurs pour la réalisation des petits systèmes d'irrigation dans la zone du projet dans le cadre de la résilience face au changement climatique** : Cette activité attend la signature de la convention avec la DNGR et sera mise en œuvre au trimestre suivant.

Composante2 : Amélioration de l'accès aux marchés

L'objectif de cette composante est d'aider les producteurs, les transformateurs à petite échelle et leurs organisations à accroître la production et la commercialisation de surplus négociables pour les chaînes de valeur agricoles ciblées (riz, maïs, pommes de terre, œufs et poissons). La composante permettra de : (i) renforcer les organisations de producteurs et de professionnels, les transformateurs, les PME et les organisations interprofessionnelles par la formation, le coaching et le mentorat ; (ii) assurer la formation et faciliter la préparation de plans d'affaires bancables ; et (iii) contribuer au financement de ces plans d'affaires par le biais d'un mécanisme de subvention à coût-partagé. Les femmes et les jeunes (âgés de 18-35 ans) bénéficieront de conditions préférentielles pour ces subventions.

La composante doit être mise en œuvre par l'Unité de coordination du Projet avec l'appui d'une firme spécialisée ayant l'expérience d'offre de service d'assistance technique aux petits producteurs et aux agro-entreprises, et d'organiser des activités de structuration des chaînes de valeur agricoles. Mais pour juguler l'impact du retard de recrutement de la firme sur la mise en œuvre des activités de cette composante, la priorité a été accordée à certaines activités préparatoires (conventions) et porteuses pour la promotion de l'entrepreneuriat, l'accès au financement des MPMEs qui a permis de booster les activités dans cette composante clé du projet.

A. Activités achevées ou en cours de réalisation :

L'état d'avancement global des activités de la composante 2 notamment sur le cout partagé continue de trainer le pas même si des efforts ont été accomplis dans le cadre de la promotion de la composante à travers la participation au SADEN et l'initiation du partenariat avec APIP dans le cadre du CERC.

Il s'agit globalement de la finalisation de l'élaboration des conventions de collaboration avec les partenaires, la micro évaluation des financements à couts partagés du PPAO/WAAPP et la poursuite du recrutement de la firme spécialisée internationale.

Activité1 : Elaboration de conventions de collaboration avec la L'ANAG, le CAPME et la DNPIA

Ces conventions ont été finalisées et signées.

Activité 2 : Appui à l'organisation de la semaine de l'entrepreneuriat et la participation aux foires et autres évènements sur le secteur agricole et l'entrepreneuriat en Guinée

Dans le cadre de cette activité l'UCP a participé au Salon de l'entrepreneuriat (SADEN) à Kindia et Conakry en vue de promouvoir ses objectifs de financement des agro entrepreneurs.

Cela s'est traduit par la participation à des panels de discussion, l'animation d'un stand (espace commercial physique) pendant ces évènements et le co-financement de l'activité entant que partenaire.

Activité 3 : Visite de terrain pour la micro évaluation de 71 MPMPEs initiés dans le cadre du PPAAO en vue du paiement de la seconde tranche de subvention

Après la mission conjointe de micro-évaluation conduite par l'UCP et la MGE de l'exécution des activités de la 1ere tranche du financement à coût partagé des 71 Entreprises (ESOP, PI et GIE-ENAE) du projet WAAPP/PPAAO en vue de décider du paiement ou non de la dernière tranche du financement sur le Budget 2020 du PDAIG, un rapport de l'évaluation fut transmis au bailleur pour validation. Mais lors de la dernière télé-supervision du GBM les débats autour de cette action et une réflexion poussée en interne ont abouti à une décision consensuelle de mettre un terme au dossier. Partant de là, l'UCP a transmis une note d'information officielle à tous les bénéficiaires pour les mettre au bain de la non poursuite du financement tout en les invitant à postuler aux prochains appels.

Activité 4 : Recrutement et mobilisation d'une Firme internationale spécialisée dans le développement des filières pour la mise en œuvre de la composante2 du projet

- Le processus de recrutement est en cours et la DP (Demande de proposition) est envoyée à la Banque mondiale pour ANO. Les facteurs du retard de ce dossier sont liées aux anomalies techniques de l'outil électronique STEP et le retard de revue du bailleur dans le processus. L'ANO sur la DP sera obtenue certainement en juillet 2020.

Activité 5 : Appui à la valorisation des plans d'eau (10 retenues hydro-agricoles, 20 étangs et 40 mares) dans la zone du projet : Les travaux d'aménagement des plans d'eau ont fait objet de réception définitive.

Activité 6 : Appui à la mise en place des collèges de la filière avicole guinéenne :

La mise en œuvre de cette activité est un processus de longue haleine. Plusieurs activités précèdent l'effectivité de la mise en place d'une faitière. Des actions de concertation, de formation, d'information et de sensibilisation des acteurs des différents maillons de la filière sont indispensables en vue de garantir l'adhésion effective de tous les acteurs.

Dans cette optique, il a été prévu durant la période sous revue, l'organisation de huit (8) ateliers régionaux à l'intention des acteurs de la filière. Les TDR ont été élaborés sont disponibles. Les ateliers démarreront courant juillet 2020

Activité 7 : Elaboration du Plan Stratégique de la CONASEG.

Cette activité nécessite la mobilisation d'une expertise nationale, spécialiste dans l'accompagnement des Organisations Professionnelles Agricoles avec une forte connaissance du mouvement associatif agricole en Guinée.

Ainsi, les TDR relatif au recrutement d'une expertise sont élaborés. Le processus de recrutement est en cours.

Activité 8: Animation et Ingénierie Sociale (IS) autour des infrastructures productives mises en place dans le cadre de l'appui aux acteurs des filières cibles

Dans le cadre du démarrage des activités d'animation autour des aménagements, la CNOP-G et le PDAIG ont organisé une mission de terrain pour la prise de contact et la reconnaissance des sites retenus pour les travaux d'aménagements. Cette occasion a été mise à profit pour poser un diagnostic exploratoire sur les sites à aménager et recueillir la perception des communautés.

Au total quatre préfectures (Pita, Mandiana, Siguiro et Boké) ont été touchées couvrant onze (11) sites relevant de six (6) Communautés Rurales.

La mission, relève plus de 47 villages et hameaux installés autour des sites a aménagés et lors des réunions communautaires tenues sur ces différents sites, elle a pu rencontrer plus 167 paysans producteurs dont 62 femmes.

À tous les niveaux les débats ont porté sur entre autres :

- ☐ La connaissance du partenaire ;
- ☐ Le foncier ;
- ☐ La participation des acteurs bénéficiaires : avant, pendant et après les aménagements ;
- ☐ Le mode de gestion traditionnelle des conflits ;
- ☐ Les types d'organisations existantes ;
- ☐ La perception des acteurs bénéficiaires sur les avantages et les inconvénients des aménagements.

Au titre des résultats, à cette étape nous pouvons affirmer : la meilleure connaissance du projet, une bonne appréciation de la prédisposition des acteurs bénéficiaires face aux travaux d'aménagement, les attentes ainsi que les contraintes éventuelles, la découverte de quelques inquiétudes liées à la gestion du foncier.

Un total de 11 animateurs des cellules techniques de la CNOP-G sont identifiés pour mener le processus d'Ingénierie Sociale.

NB : Les détails et les certaines images seront consignées dans le rapport.

Activité9 : Formation les leaders et techniciens des OPA et OPE des filières cibles sur l'acte uniforme des sociétés coopératives (OHADA).

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette activité, les TDR sont élaborés ainsi que les supports de formation.

Activité 10 : Appui au renforcement d'un système d'encadrement technique des acteurs de la filière avicole : Après une première mission réalisée par la DNPIA courant novembre 2019, les TDR pour l'identification et le diagnostic de la filière, devant aboutir à un plan de renforcement de capacités sont élaborés et le rapport est en cours de rédaction.

B. Activités non débutées :

Les activités suivantes n'ont pas connu de début de mise en œuvre :

- 1. Appui à la traduction en langues locales et à la diffusion de l'acte uniforme des sociétés coopératives (OHADA) :** Après la formation des leaders et techniciens des OPA et OPE des filières cibles sur l'acte uniforme des coopératives (OHADA) qui s'est déroulée en Français, il a été jugé utile lors de la réunion de programmation de planifier la traduction du document en langues locales pour sa vulgarisation et son appropriation par les autres membres des coopératives. Cette activité n'a pas démarré mais les TDR sont en cours d'élaboration pour sa mise en œuvre au trimestre suivant comme planifié dans le PTBA2020.

2. Appui à l'élaboration et à la vulgarisation des textes d'application du code de l'élevage en matière d'aviculture

Cette activité n'est pas entamée et attend la finalisation du recrutement de la firme spécialisée pour l'accompagnement.

3. Mise à niveau et renforcement de capacités techniques des fermiers

Cette activité étant subordonnée à l'élaboration du plan de renforcement de capacités des acteurs de la filière n'a pas été entamée.

Composante 3 : Renforcement de capacités institutionnelles

L'objectif de cette composante est de renforcer les capacités institutionnelles, en se concentrant en particulier sur les statistiques agricoles et la planification d'une réponse rapide en cas de crises graves et d'urgences.

Elle a visé pour la période revue, la mise en place ou la finalisation des préalables au démarrage du Recensement National de l'Agriculture et de l'Élevage (RNAE). Elle a permis également le déclenchement du plan d'urgence conformément au manuel du GBM et inscrit au plan global de riposte du Gouvernement Guinéen pour appuyer le Ministère de l'Agriculture à réduire l'impact des effets de la COVID19 sur les filières cibles du projet.

L'opérationnalisation des organes de pilotage et du Bureau Central de RNAE : Après la mise en place des organes de pilotage, l'ANASA poursuit le suivi-appui et conseil auprès de ces structures à l'effet de les rendre actifs et de mieux s'approprier de la démarche et outils de la réalisation du RNAE

La Revue de la méthodologie du RNAE et validation de l'ensemble des modules et supports de collecte

Après le recrutement et la contractualisation avec le consultant de la FAO, des rencontres de revue de la méthodologie et la validation des modules ont été organisées à Kindia et au GBM et tous les outils ont été finalisés et testés.

L'Acquisition et mise en place de solution mobile de collecte et de stockage de données

Pour faciliter le RNAE et le rendre institutionnel, le projet a élaboré les spécifications Techniques pour le choix du fournisseur de la solution mobile permettant de faire la collecte. Les contrats pour l'acquisition des équipements informatiques constitués de 750 tablettes, de 20 ordinateurs et de 2 serveurs sont signés et seront livrés en début Aout 2020. Une rencontre de présentation du projet de solution mobile est prévue en juillet au siège de l'UCP.

Acquisition de véhicules, motos et un lot d'équipements informatiques pour la RNAE

Les contrats d'acquisition de 100 motos et de 2 véhicules sont signés et la livraison prévue en Aout 2020

Composante3 section2 : Intervention en cas d'urgence

En début mars 2020, la Guinée à l'instar des autres pays du monde entier est frappée par la pandémie de la COVID19 ayant fortement impacté la population en générale et surtout menacé la sécurité alimentaire et les acteurs de différentes filières.

Cette pandémie COVID-19 constitue une menace à la fois pour les vies et pour les moyens d'existence des populations. En Guinée, ce virus se répand progressivement de jour en jour et pourra perturber fortement l'offre et la demande des produits alimentaires ainsi que les systèmes de production agricole, animale et halieutique.

La fermeture des frontières, les mesures de quarantaine, notamment du plus grand marché de consommation qui est la capitale Conakry, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et des échanges commerciaux pourraient restreindre l'accès des populations à des ressources alimentaires suffisantes, diverses et nutritives. Aussi des pertes de revenus agricoles, en particulier pour les couches déjà touchées par des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, pourraient également survenir. Des constats d'augmentations des prix des produits et de perturbation de l'approvisionnement sur certains marchés, suite aux restrictions de mouvement de personnes et au contrôles renforcés sur les principales routes d'accès aux grandes villes imposées par le Gouvernement dans secteur du transport sont une réalité.

Face aux impacts socioéconomiques et sanitaires liés à la maladie du corona virus (COVID-19), déclarée pandémie mondiale par l'Organisation mondiale de la santé, le Gouvernement de Guinée a lancé un vaste programme de réponse économique pour atténuer ces impacts sur les entreprises et les ménages.

A ce titre, un plan de riposte visant à renforcer la production agricole et la sécurité alimentaire a été élaboré par le PDAIG sous l'impulsion du Ministère de l'agriculture en collaboration avec les autres Départements du développement rural. Ainsi, le Gouvernement a eu l'intention de financer ce plan d'intervention avec les ressources du Projet de Développement Agricole Intégré de Guinée (PDAIG), financé par la Banque mondiale, à travers la composante d'intervention en cas d'urgence imprévue (CERC).

Ce plan d'intervention prévoit entre autres, l'acquisition et la mise à disposition des kits de production agricole, animale et halieutique à cinquante mille (50,000) ménages vulnérables sur tout le territoire national.

Vu l'importance de cette action pour les bénéficiaires et compte tenu de l'urgence et la priorité de ce plan pour le Gouvernement Guinéen et le bailleur, plusieurs rencontres de télétravail ont été organisées entre le GBM et les acteurs de mise en œuvre qui ont permis de réaliser les activités suivantes :

Activité 1. Activation du manuel CERC et élaboration du projet de riposte du PDAIG contre la COVID 19 : Pour l'élaboration d'un projet de riposte contre la COVID 19, plusieurs rencontres de travail ont été régulièrement organisées sur webex entre le GBM et les cadres de l'UCP et partenaires. Ces rencontres ont abouti à un plan de riposte et un PPM qui ont tous reçus l'ANO du GBM et le projet validé par le MA.

Activité2 Soutien au dispositif harmonisé de collecte de données sur le CERC : Dans le cadre de la collecte et du partage des informations sur le marché, en collaboration avec ANASA, une démarche de relance et de mise à jour du système d'information du marché a été élaborée dont la mise en œuvre a permis de réaliser les actions ci-après :

- Négociation et signature d'un contrat de service avec COSIT pour l'actualisation et l'adaptation du système aux besoins du plan de riposte
- Formation de 66 enquêteurs SIM dont 6 femmes par une mission de 3 cadres dont 2 du SIPAG et 1 de l'ANASA dans les 7 Régions administratives de la Guinée
- L'appui au ciblage et à l'identification des bénéficiaires : En collaboration avec les partenaires du PDAIG, l'UCP a élaboré et soumis une stratégie de ciblage au MA pour validation qui a reçu l'ANO de la Banque Mondiale. Deux missions conjointes ont formé 282 cadres d'ANPROCA sur la stratégie
- La mise en application du GEMS dans l'enrôlement des bénéficiaires : Pour faciliter l'enrôlement des bénéficiaires du plan de riposte identifiés suite aux formations sur la stratégie de ciblage réalisée conjointement par l'UCP et les partenaires ANPROCA et CNOP/G, un questionnaire a été conçu par le SSE et exporté dans la plateforme Kobocollect avec l'appui du consultant en GEMS. Pendant la mission de formation sur la stratégie de ciblage, les formateurs des 33 préfectures de 7 Régions ont été formés par le SSE. En plus des 33 conseillers, 25 autres cadres représentant les cadres des Directions et stagiaires ont pris part aux formations comme auditeurs libres. Des chronogrammes de restitution ont été élaborés au niveau de chaque site et les participants ont été formés et invités à renseigner le formulaire sur le portefeuille des projets du GBM.
- Inscription, codification et planification des activités du plan de dans le PTBA 2020 et dans le SISE

Activité 3. Acquisition et distribution de 15 500 kits de production agricoles (dans le cadre du CERC) dont 11 000 kits de riz et 4 000 kits de maïs en faveur de 15 000 ménages ainsi que 500 kits de maraichage en faveur de 500 GIE totalisant environ 12 500 ménages

Durant cette première phase du plan de riposte qui touche les 33 préfectures de la Guinée, il y a l'acquisition de 385 tonnes de riz, 60 tonnes de maïs, 600 tonnes d'urée, 600 tonnes de NPK et 36 000 litres d'herbicides pour la constitution de 11 000 kits de riz et de 4000 kits de maïs. Ces kits sont encourus de distribution.

Activité 4. Lancement du processus de financement de 100 Micro petites et moyennes entreprises dans le cadre du CERC : Cette activité a été réalisée en partenariat avec APIP qui a lancé une compétition de plan d'affaires en ligne à laquelle le PDAIG est engagé à financer les 100 qui seront sélectionnés. Au cours du lancement, la Coordination du projet a fait une large communication sur sa stratégie d'appui aux agro-entrepreneurs dans sa composante B.

Activité 5. Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et ANASA : Pour une meilleure visibilité des activités du plan de riposte, un plan de communication a été co-conçue par le Spécialiste communication et ses homologues de l'ANASA et du Ministère de communication assorti d'un plan d'action qui a été annexé au projet et encourus d'exécution.

Réalisation des missions d'appui spécifiques par les cadres de l'UCP et partenaires (UCP, ANPROCA, PV, ANASA, CNOP/G, MA,) pour suivre et appuyer la mise en œuvre du plan de riposte pour la mise en œuvre des recommandations du GBM.

Les autres activités de la seconde sous composante sont planifiées pour le second semestre.

Composante 4 : Coordination et mise en œuvre du projet

Dans le cadre de cette composante, la finalité vise à faire en sorte que le projet soit géré et mis en œuvre de manière efficace, et que les résultats soient régulièrement suivis par l'Unité de coordination et les agences d'exécution. Les principales activités ont consisté à la planification stratégique et opérationnelle, la coordination et la gestion, le suivi, l'évaluation, la communication, et la gestion des politiques de sauvegarde environnementale, sociale, genre et jeune.

Dans le cadre de cette composante, le projet finance: (i) les dépenses engagées dans la mise en œuvre du projet à travers l'UCP, des agences d'exécution participantes et de divers prestataires de services; (ii) l'assistance technique fournie par le biais de consultants, d'audits et de formations pour renforcer les capacités de mise en œuvre de l'UCP ; (iii) la communication, la production et le partage des connaissances, et les activités de sensibilisation; (iv) le suivi et l'évaluation des résultats et des impacts du projet; (v) l'engagement citoyen ; (vi) la surveillance des politiques de sauvegarde sociale et environnementale; et (vii) renforcement institutionnel pour assurer la pérennité des résultats du projet.

Au cours de la période, cette composante devait permettre entre autres à : (i) l'acquisition d'équipement et de consommable du bureau, de moyens logistiques, etc.; (ii) la coordination et la gestion efficiente du projet (y compris la communication, le suivi-évaluation, et la politique de gestion environnement et sociale) ; (iii) la mise en place de dispositif de collecte de données de références sur les filières cibles, ainsi que le dispositif d'évaluation de l'impact du projet ; (iv) le développement de synergie avec toutes les initiatives bailleurs et celles du Gouvernement dans les filières cibles du projet.

En termes de Résultats, l'UCP a finalisé les conventions de partenariat avec les Agences d'exécution qui sont transmises pour ANO de la banque, le PTBA 2020 finalisé et obtenu l'ANO de la Banque

mondiale, les activités du PTBA ont fait objet de saisie et de programmation dans le SISE et les notifications sont transmises aux Responsables de chaque activité (Spécialistes et PF des Agences) et des suivis réguliers sont faits via une communication permanente pour le respect des deadlines. Des réunions techniques hebdomadaires et mensuelles de coordination et de suivi sont institutionnalisées pour voir le niveau d'avancement par composante.

Le processus de recrutement du cabinet pour l'étude de référence du projet a été bouclé et le rapport est en cours de rédaction. Suite à une réunion de cadrage organisée par l'UCP, le cabinet a bénéficié de l'appui du SSE et du consultant en GEMS pour utiliser le système de géo capacitation pour le suivi et la supervision pour la collecte et l'analyse des données notamment à travers :

- L'appui à la conception d'un formulaire de 244 questions et son export sur le serveur GEMS
- La formation de l'équipe IT du cabinet ADP sur le GEMS par le SSE et les tests pratiques
- L'appui au suivi de la qualité des données collectées et transmises dans la plateforme

Il faut noter par ailleurs que l'UCP continue de bénéficier des appuis du Cabinet COSIT pour l'amélioration du SISE et la mise en place d'une application de collecte de données. A noter que le projet a bénéficié de l'appui technique régulier du Consultant du GBM sur le GEMS à travers des séances de renforcement de capacités, des réunions d'échanges et des web meeting pour une meilleure appropriation de l'outil par le PDAIG.

1. Mobilisation de consultants et assistances techniques à l'UCP

Pour la mise en œuvre des activités non achevées en 2019 et entamer celles du PTBA 2020, plusieurs marchés de consultance et d'Assistance Technique ont été négociés dont la situation est résumée dans le présent tableau :

SITUATION DES DOSSIERS DE PASSATION DU PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE GUINEE EN 2019

Nature des Marchés	Objets	Niveau de traitement
Marchés de Prestations intellectuelles (Consultants individuels)	1-Consultant individuel pour la mise de la place forme Site web 2-Consultant individuel pour le système de suivi –évaluation 3- Consultant individuel pour les études d'impact (EIES) 4- Consultant individuel informaticien pour l'ANASA	Dossiers clôturés
Marchés de Fournitures	1-Acquisition de support de communication 2-Acquisition de matériels informatiques UNC 3-Acquisition de mobiliers de bureaux UNC 4-Acquisition de logiciel SIG UNC 5-Fourniture de Matériels Roulants UNC 6-Acquisition de polo et casquettes 7-Service d'Assurance maladies	Dossiers clôturés
Marchés de Travaux	1-CR Travaux de réhabilitation du bâtiment abritant le siège du Projet de Développement Intégré de Guinée (PDAIG)	Dossiers clôturés

	2-Travaux d'Aménagement de 1400 ha (Phase 1)	
Marchés de Prestations intellectuelles (Cabinets)	1-Audit externe des comptes ; 2-Recrutement d'un bureau de Contrôle	1-Dossier clôturé 2-Contrat signé

A date, sur 15 dossiers de passation du PPM de 2019, 100 % sont bouclés ce qui a permis de rehausser le niveau de réalisation des objectifs de la composante 1, 3 et 4.

SITUATION DES DOSSIERS DE PASSATION DU PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE GUINEE EN 2020

Nature des Marchés	Objets	Niveau de traitement
Marchés de Prestations intellectuelles	1-Consultant individuel pour les études sur la construction de 7 magasins relai 2-Consultant cabinet pour les études de références du PDAIG 3- Consultant firme spécialisée pour la composante 2 4- Consultant cabinet pour le contrôle et supervision des travaux d'aménagement	1) Dossier encours 2) Rapport en cours de rédaction 3) ANO obtenue sur la DP 4) Contrat signé
Marchés de Fournitures	1-Acquisition de support de communication UNC 2-Acquisition de 18 motos pour le Min Elevage 3-Acquisition de véhicules pour le RNAE 4-Acquisition de tablettes et serveurs RNAE 5-Fourniture d'alevins pour l'ANAG 6-Acquisition de services internet pour le PDAIG 7-CR pour la couvraison du bâtiment PDAIG 8- Acquisition de bornes et serveurs avec TULIP Tech	1) Clôturé 2) Clôturé 3) Contrat signé en attente de livraison 4) Contrat signé en attente de livraison 5) Contrat signé 6) Contrat signé 7) Contrat signé et travaux encours 8) Contrat signé et production encours
Marchés de Travaux	1-Travaux d'Aménagement de 1600 ha (Phase 2)	1. Contrats signés

Pour ce qui est du PPM2020, sur les 13 dossiers de marchés, 11 sont bouclés soit 85%

2. Participation aux ateliers, rencontres et visites d'échange en Guinée et à l'étranger : Durant la période, malgré la situation socio sanitaire qui exige des mesures barrières, les cadres du projet ont pris à des rencontres à plusieurs niveaux dont entre autres :

- Participation des cadres de l'UCP et des partenaires à la mission de télésupervision du projet par la Banque Mondiale ;
- Participation des cadres de l'UCP et partenaires à la réunion de passation de service entre le Coordinateur sortant et entrant
- Participation des cadres du projet aux réunions techniques de coordination pour le suivi du niveau d'avancement des activités et des réunions webex avec le GBM
- Participation des cadres de l'UCP aux différentes rencontres des partenaires (MA, GBM, APIP, ANASA, CONASEG, ANAG, TULIP--)



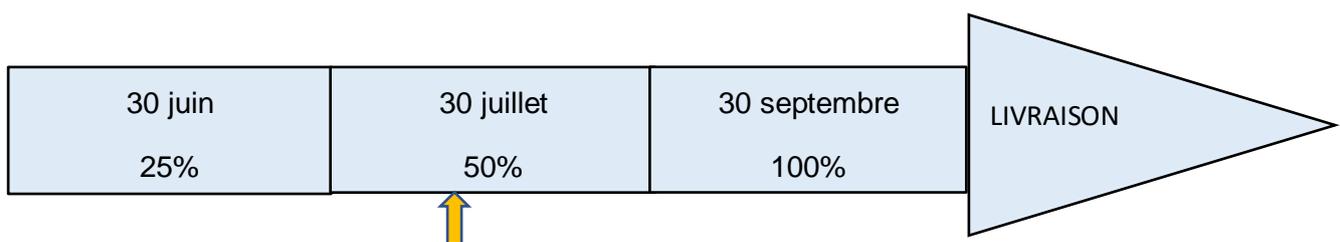
Figure 1 Cérémonie de lancement du partenariat PDAIG-APIP

- Participation des cadres de l'UCP au SADEN Régional et National à Kindia et Conakry pour faire une large communication sur les activités du projet
 - Organisation des rencontres de cadrage et de suivi du niveau de mise en œuvre des activités par le SSE notamment avec le cabinet ADP-VCI, Tulip.
 - Tenue des réunions entre le SSE et le Consultant du GBM sur le GEMS.
 - Missions terrain de tous les spécialistes du Projet pour l'appui au plan de riposte en fonction de la spécialité de chaque cadre.
 - Participation des cadres de l'UCP aux cérémonies de lancement officiel des activités du plan de riposte à Boké et à Kindia suivi des activités de communication
- 3. Suivi et Evaluation** En matière de Suivi et Evaluation, en plus des activités de routine (la finalisation du SISE, la saisie du PTBA 2020 dans le SIS et sa mise à jour régulière), plusieurs activités ont été mises en œuvre à savoir :

- a) **La finalisation du recrutement du cabinet et le suivi de la réalisation de l'étude de référence du Projet :** Après la finalisation de la procédure de passation et la contractualisation avec le consortium ADP-VCI, une réunion de cadrage a été organisée pour discuter des questions opérationnelles ayant permis d'élaborer un chronogramme opérationnel et de clarifier les rôles et responsabilités de chaque acteur. Pour ce qui est de la méthodologie, la rencontre a permis au consortium d'opter pour le GEMS comme outil de

collecte et d'analyse en lieu et place de Excel à cause de ses avantages en terme de fiabilité, rapidité et la qualité des données générées.

- b) **Elaboration des questionnaires dans le GEMS** : Durant la période, deux (2) questionnaires ont été élaborés et exportés dans le serveur du GEMS par le SSE avec l'appui du consultant du GBM. Il s'agit : i) du formulaire d'identification des bénéficiaires impactés par la COVID 19 dans le cadre du plan de riposte et ii) le formulaire sur l'étude de référence du Projet.
- c) **Formation de l'équipe IT du cabinet ADP-VCI** : Après l'appui à l'élaboration du questionnaire pour l'étude de référence et son exportation sur GEMS, une formation a été offerte à 5 membres du consortium leur permettant de s'approprier de l'outil, de pouvoir former les enquêteurs, suivre et faire des feedbacks quotidiens sur la qualité des données collectées et transmises et de pouvoir exporter et analyser les données transmises.
- d) **Réunion de suivi du niveau d'avancement avec Tulip Industrie** : Après la signature du contrat, une réunion de SE a été initiée et présidée par le Coordinateur entre PDAIG et les acteurs impliqués dans la digitalisation de l'Agriculture pour évaluer le niveau de mise en œuvre et discuter des aspects opérationnels. Suite aux échanges, chaque objectif du contrat a été passé en revue et un Dead line de livraison défini. Par ailleurs des dispositions ont été prises pour le respect des délais de livraison des équipements et services et une meilleure implication des acteurs au processus (exemples désignation par ANPROCA de 20 agents devant être formés avec les 20 de Tulip sur le call center, la transmission des modules au PDAIG pour validation et la régularité des réunions de concertations, échange avec le Spécialiste Com et les acteurs du projet pour le choix du design des bornes).
Le calendrier de livraison retenu est le suivant (voir les détails en annexe)



- e) **Appui et mission au plan de riposte** : Durant la période le SSE a apporté son appui à la préparation et au suivi de la mise en œuvre du plan de riposte à travers :
- La participation aux différentes réunions et à l'élaboration du projet de riposte
 - La participation à la mission conjointe avec les cadres d'ANPROCA pour la formation des acteurs sur la stratégie de ciblage et la formation des formateurs d'ANPROCA sur le GEMS au niveau de 7 Régions administratives du pays. Cette mission a permis de renforcer les capacités de 33 Formateurs directs et les auditeurs libres qui sont les cadres nationaux, Régionaux et

préfecturaux ainsi que les stagiaires au nombre de...). Après chaque rencontre, un chronogramme de restitution a été élaboré et les participants ont été invité à renseigner le formulaire sur le portefeuille des projets de la Banque mondiale pour toute activité menée dans le cadre du PDAIG.

- La supervision des activités de fourniture d'intrants : Pendant la mission conjointe sur le ciblage et la formation des formateurs sur le GEMS, l'occasion a été mise à profit pour visiter centres semenciers et quelques magasins de stockage d'engrais à Kankan et Guéckédou.

f) Soutien aux activités de coordination : Avec les mutations dans la coordination du PDAIG, la période a été mise à profit pour apporter un soutien au Coordinateur Entrant dans la revue des documents et dans les aspects opérationnels.

3.1 Pour les indicateurs des Objectifs de Développement du Projet (ODP²) du Cadre de résultats, on note (i) une réalisation de % pour le nombre de bénéficiaires directs du projet, soit **producteurs**, transformateurs, agro dealeurs, etc. pour une cible annuelle de projet de bénéficiaires. Parmi ces personnes qui comptait % de Femmes soit, ont été touchées lors des enquêtes de l'évaluation sexo spécifique ayant permis de présenter les objectifs et démarche du projet pour la prise en compte de l'approche genre dans toutes leurs activités.

A ce nombre s'ajoute 250 visiteurs cumulés sensibilisés et informés sur le projet et le mécanisme du FCP dans les deux stands du PDAIG installés à Kindia et Conakry lors du SADEN ; 166 cadres des services techniques lors de la Mission d'information et de sensibilisation de cadres des services techniques partenaires et des bénéficiaires sur le volet communication du Projet dans 10 préfectures. En marge des rencontres avec les radios rurales pour la mise en place d'une plate-forme de collaboration, les partenaires du Projet.

4. Sauvegarde Environnementale et sociale

Le volet sauvegarde sociale, genre et jeune a pour objectif de veiller à ce que le projet respecte les protections sociales et environnementales ainsi que la prise en compte des aspects genre jeune pour une implication effective de ces groupes cibles dans la mise en œuvre du projet à travers leurs accès aux opportunités offertes.

Ce volet inclut les activités des partenaires de mise en œuvre notamment : (i) l'ANPROCA en charge de l'appui conseil et de l'introduction des innovations techniques agricoles ; (ii) la CNOP-G en charge de l'organisation et la structuration des filières cibles et (iii) la CONASEG sur l'organisation et le renforcement de la filière avicole.

Bilan par activités :

Activité 1 : Elaboration de conventions de collaboration avec les partenaires

Durant la période sous revue, les conventions de collaboration ont été élaborées entre le PDAIG et les partenaires ANPROCA et CNOP-G en vue de faciliter l'exécution des activités inscrites au titre du PTBA 2020 respectivement dans le cadre de l'appui conseil et de l'organisation et la structuration des acteurs des filières cibles. Ces conventions sont signées et en cours de mise en oeuvre.

² Voir le Cadre de résultats actualisé en annexe

Concernant la CONASEG et la CNA, compte tenu du nombre d'activités, deux (2) au total pour chacune des structures, il a été convenu que l'élaboration de convention n'est pas nécessaire. Ainsi, les activités seront mises en œuvre sur la base des TDR qui seront soumis par ces structures.

Activité 2 : Validation du rapport de l'évaluation sexo spécifique

Conformément au PAD, une évaluation sexo spécifique a été réalisée. Durant la période sous revue, les résultats ont été présentés lors d'un atelier organisé au siège du projet. Cet atelier a permis de partager les résultats de l'étude et de conscientiser les parties prenantes sur la prise en compte de la dimension genre et jeune en vue de l'atteinte des objectifs. Il a regroupé **15 personnes dont 3 femmes** des agences d'exécution, des partenaires de mise en œuvre, de la société civile, d'autres projets (PMCR) et l'équipe du projet.

Au total, il a été dénombré lors de l'étude dans les 10 préfectures : **113 unions, 1500 coopératives et groupements qui totalisent 46.073 membres dont 16.503 femmes (36,61%)**. Pour les chaînes de valeur avicole et piscicole, en plus des OPA, des individus ont été aussi identifiés. Dans la chaîne de valeur avicole, ils sont au nombre de **94 promoteurs individuels dont 20 femmes** et dans la chaîne piscicole, ils sont **14 dont 3 femmes**.

Les différents tableaux en annexe présentent les statistiques des individus et OP par chaîne de valeur et par préfecture.

Cette étude a aussi permis de déterminer le niveau d'implication des femmes et des jeunes dans les chaînes de valeur ciblées ; d'identifier, évaluer et prioriser les besoins des femmes et des jeunes en vue de déterminer des mesures spécifiques pour répondre à ces besoins ; et **enfin d'élaborer un plan d'action et une stratégie genre**.

Au cours du trimestre prochain, la mise en œuvre des actions prévues dans le plan d'action genre sera poursuivie notamment : (i) la formation et la sensibilisation de toutes les parties prenantes (agence d'exécution, structures partenaires et personnel du projet) sur l'approche genre et l'autonomisation des femmes et des jeunes ; (ii) l'intégration du genre dans les conventions/contrats et le système de collecte de données ; (iii) la conception des outils et supports d'information, de sensibilisation et d'éducation sur les opportunités du projet, les transformations culturelles en faveur des femmes et des jeunes ; (iv) l'organisation des séances d'information et de sensibilisation à travers les médias et les missions de terrain.

Activité 3 : Validation du Mécanisme de Gestion des réclamations (MGR) du PDAIG

Durant la période sous revue, le PDAIG a élaboré son mécanisme de gestion des réclamations sur recommandation de la dernière mission d'appui de la BM. Ce mécanisme a été partagé lors d'un atelier et la version finale a été transmise à la Banque pour avis de non objection le 30 mars 2020. Le document a été conformément aux commentaires reçus le 18 mai 2020. Le document a été corrigé et retransmis le 28 mai 2020 sans suite à date.

Ce mécanisme a été bâti sur le modèle du PACV/ANAFIC adapté au contexte spécifique du PDAIG. Il offre un point d'accès aux individus, aux groupes, aux communautés et à toute autre entité pour recevoir et traiter leurs plaintes. Il repose sur une partie du cadre organisationnel mis en place par le l'ANAFIC au niveau communal, les relais communautaires au niveau district

avec une attention particulière accordée aux structures traditionnels de règlement des conflits à la base. Le niveau préfectoral et l'UCP au niveau national y participent également.

Activité 4 : Formation de 100 cadres de l'UCP, des agences d'exécution et des partenaires de mise en œuvre du projet sur le concept genre

Durant la période sous revue, les TDR ont été élaborés et transmis au Coordinateur pour avis. Le module de formation et le scénario pédagogique sont élaborés. Les sessions sont prévues courant Aout 2020.

Activité 5 : Renforcement de capacités des partenaires de terrain et bénéficiaires sur le mécanisme de gestion des réclamations

Durant la période sous revue, les TDR ont été élaborés et transmis au Coordinateur pour avis. Il est à noter que ces TDR ont été élaborés en collaboration avec le PMCR étant donné que ces deux projets sont interconnectés (le PDAIG sur le développement de la production agricole et le PMCR sur la réhabilitation des infrastructures routières rurales), couvrent les mêmes préfectures et devraient s'appesantir sur les mêmes comités pour la gestion des réclamations.

Le MGR validé par la banque permettra de programmer la réalisation des sessions.

Activité 6 : Préparation des instruments de sauvegarde sociale

Le rapport de screening environnemental et social des sites à aménager a ressorti la réalisation d'un seul Plan d'Action de Réinstallation (PAR) pour le sous projet d'aménagement de la plaine de Bankoumana- Magana afin de permettre aux personnes susceptibles d'être affectées par le projet de bénéficier de compensations justes et équitables en rapport avec les pertes subies.

Le PAR a été élaboré conformément aux politiques opérationnelles et procédures de la Banque mondiale, notamment la PO4.12 sur la réinstallation involontaire des personnes déplacées et le cadre législatif et institutionnel relatif à la compensation et à l'indemnisation en vigueur en République de Guinée.

Au total, 17 hameaux saisonniers sont concernés par le PAR avec un total de 30 personnes affectées par le projet (25 dans les districts de Bankoumana et 5 dans le district de Magana) dont 2 femmes. Sur ces 30 PAP, 24 sont propriétaires exploitants et 6 dont 2 femmes sont exploitants non propriétaires. Ces 2 femmes sont des personnes morales représentant chacune un groupement. Ces 2 groupements féminins totalisent un effectif de 78 membres dont 76 femmes.

Au total, 73 bâtis, 19 infrastructures auxiliaires, 3 449 arbres fruitiers et 7 champs maraichers seront impactés par le sous projet d'aménagement.

Le budget global de réalisation du Plan d'Action de réinstallation s'élève à cent trente-huit mille sept cent vingt virgule quatre-vingt-quatre (138 720,84) USD. Ce budget inclut les indemnités prévues pour la compensation des pertes qui seront subies pour un montant de soixante-seize mille cent neuf virgule quatre-vingt-six (76 109,86 USD), le fonctionnement du

comité de compensation (8 000 USD), les mesures d'assistance aux PAP (6 000 USD), la Vulgarisation du PAR (8 000 USD), les mesures d'accompagnement des personnes vulnérables (15 000 USD), le recrutement d'un consultant en charge du suivi-évaluation externe (13 000 USD) et les imprévus (12 610,98 USD) soit 10% du budget.

Les conclusions de ce PAR ont été présentés lors d'un atelier de restitution organisé à cet effet. Les recommandations de l'atelier ont permis d'organiser une mission de l'UCP et de l'entreprise de travaux au mois de février pour s'assurer que la marre « Konindala » se trouvant dans l'emprise de la plaine ne subira pas d'impacts négatifs lors des travaux. Un procès-verbal a été dressé et est disponible.

Le PAR a été validé par le BGEEE puis transmis à la banque le 06 mai 2020 sans suite et retransmise pour la seconde fois le 17 juin 2020. Les commentaires ont été reçus le 08 juillet.

Concernant les autres sites à aménager, les Plan de Gestion Environnemental et Social chantier intégreront les recommandations du screening et de l'EIES.

Activité 7 : Appui à la mise en œuvre des opérations de riposte contre la COVID 19

Dans le cadre de la riposte contre la COVID 19, un plan d'urgence a été élaboré incluant un chapitre sur la politique de sauvegarde environnementale et sociale applicable.

En plus, une stratégie de ciblage, des ménages et GIE bénéficiaires des appuis de cette opération, a été également élaborée et partagée avec la Banque mondiale. Le document prenant en compte les commentaires de la Banque est disponible.

A la suite de ce partage avec la Banque, quatre (4) ateliers régionaux (Boké, Kindia, Mamou et Labé) de diffusion de la stratégie ont été organisés et animés par la Spécialiste en SSGJ au bénéfice des services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture impliqués dans la mise en œuvre de l'opération.

Les 4 ateliers régionaux ont regroupé 60 participants dont 8 femmes. Ces participants étaient composés comme suit :

- **Niveau régional** : le Directeur Régional de l'Agriculture (DRA), le Directeur Régional de l'ANPROCA (DR), les spécialistes régionaux (conseil agricole, OP et AFR) et le Directeur Préfectoral de l'Agriculture (DPA) de la préfecture qui abrite la rencontre.
- **Niveau préfectoral** : Le Chef des Opérations Agricoles (COA) et le Technicien Spécialisé en conseil agricole et développement des cultures de l'ANPROCA.

5. Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de communication du projet

La mise en œuvre des activités de communication et de gestion des savoirs au cours du premier semestre de l'année 2020, a été marquée par de nombreuses activités. Ces activités de communication ont été mené, principalement autour de deux axes : un axe consacré à la communication institutionnelle et un axe pour la communication de proximité :

Bilan par activités :

1- Activités achevées

Activité 1 : Organisation d'activités d'information et de sensibilisation (réunions et prises de contacts) sur le secteur agricole à l'intention du grand public, y compris la publication d'articles d'informations dans différents médias et participation aux événements promotionnels.

Elles ont porté essentiellement sur :

- Salons et événementiels

Les faits marquants :

Le 10 juillet 2020, dans le cadre du lancement du Projet d'appui aux Entrepreneurs pour la relance de leurs activités face au COVID-19, le PDAIG a participé à l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication (visibilité et sensibilisation) des PME et des acteurs institutionnels pour renforcer la compréhension des objectifs du Projet en matière de financement à coûts partagés.

L'événement a fait l'objet d'une intense campagne de communication dans les médias et les réseaux sociaux.

Une dizaine de médias dans ses différentes catégories ont fait le relai de cette activité

Le site africaguinée.com dans des publications entre le 11 et le 14 juillet ;

<https://www.africaguinee.com/articles/2020/07/11/guinee-l-apip-au-chevet-des-micro-entreprises-et-pme-agricoles>

<https://youtu.be/P1mzvKzrNgc>

<https://youtu.be/6jICvKWvN3M>

<https://www.africaguinee.com/articles/2020/07/11/guinee-l-apip-au-chevet-des-micro-entreprises-et-pme-agricoles>

<https://agriguinee.net/2020/07/11/plan-de-riposte-100-porteurs-de-projets-dans-lagrobusiness-bientot-accompagnes/>

<https://www.guineenews.org/agribusiness-lapip-lance-un-projet-dappui-aux-pme-et-micro-projets-evoluant-dans-le-domaine-agricole/>

<https://pdaig.org.gn/2020/07/14/promotion-de-entrepreneuriat-agricole-pres-d1-milliard-de-francs-guineens-pour-100-pme-agricoles/>

La deuxième activité de communication marquante, en termes d'événementiel au cours du semestre est la contribution du PDAIG, en juillet 2020 à travers un accompagnement financier et une participation directe à la réussite du Salon des Entrepreneurs de Guinée (SADEN)

En termes de communication, l'initiative a été capitalisée à deux niveaux : i) une présence plus accrue du PDAIG sur la scène médiatique, au travers de plusieurs publications dans les médias ; ii) une représentativité de plus en plus croissante du Projet au sein des institutions partenaires ; iii) une meilleure connaissance de la stratégie de mise en œuvre du Projet par le grand public, notamment les jeunes et les femmes

Plusieurs activités de reportages ont été organisées dans cette perspective

<https://guinee114.com/saden-2020-les-candidats-retenus-pour-la-phase-finale-poursuivent-la-defense-de-leurs-projets/>

<https://pdaig.org.gn/2020/07/16/impacts-du-covid-19-sur-le-secteur-prive-le-saden-lance-sa-social-entrepreneurshi/>

https://ci.opera.news/ci/fr/business/6d2c0ed55a59a863b2c8ae9d329771ff?news_entry_id=6c26b276200705fr_ci

- **Des réunions d'informations**

Dans le cadre de la stratégie de riposte du Ministère de l'agriculture face au COVID-19, un plan de communication intégré a été élaboré par le spécialiste en communication du PDAIG et

partagé avec les chargés les équipes de communication du Cabinet du Ministère, celle de l'ANASA et validé. Ce plan, outre la définition précise des actions de communications à mener, a acté le principe de la tenue régulière des réunions d'informations et de partage et de sensibilisation sur la démarche du Projet en matière de lutte contre le COVID-19.

Depuis sa formulation, quatre réunions ont été organisées entre les équipes de communication et des missions d'informations, sensibilisations réalisées à l'occasion du démarrage des opérations de remise d'intrants aux producteurs impactées. Ces opérations ont fait objet de séances d'informations, à Boké, Boffa, et Kindia, Labé, Kankan, Siguir (avec par endroits l'utilisation des antennes des radios communautaires).

- **Diffusion de newsletter**

Dans le cadre de sa stratégie de visibilité, le Projet édite une Newsletter mensuelle, qui a été intégré sous forme de module au Site web. La Newsletter permet d'atteindre l'ensemble des partenaires identifiés, par adresse électronique, par envoi direct et un affichage dynamique sur la page d'accueil du site web (https://pdaig.org.gn/#flipbook-df_743/1/) pour un public plus hétéroclite.

Près de 70 personnes sont atteintes par courrier électronique. Quant à sa visualisation sur le site web, il a atteint près de 500 visiteurs

SCREENSHOOT NEWSLETTER

- **Site web et réseaux sociaux**

Dans un souci d'harmonisation du des identifiants du site web du projet avec ceux des autres institutions publiques (Ministère et autres organismes), le domaine du site : www.pdaig-guinee.com a connu une mutation vers un nouvel hébergeur et un changement de nom, devenant : www.pdaig.org.gn

Le site www.pdaig-guinee.com fait l'objet d'une mise à jour régulière, tant en termes de contenus d'informations qu'en amélioration de ses fonctionnalités. Il a été intégré un module de diffusion des publications du Projet sous la forme de Lettre d'information.

En termes de fréquentations par les usagers de l'Internet, le site est a connu un taux de visite de l'ordre de 500 visiteurs/jour. Un regain d'intérêt pour le public qui s'explique par la diffusion des informations sur les opportunités de créations d'entreprises rurales

SCREENSHOOT SITE WEB

Parallèlement, la stratégie de de réseaux sociaux a été renforcé avec des mises à jour périodique des principales plate -formes digitales, et quelques améliorations sur sa page d'accueil. Elle a été dominée par la diffusion de sujets d'informations en lien avec le Financement à coût partagés, l'appui du Projet à la riposte contre le COVID-19 dans le secteur agricole

Page Facebook et instagram : la stratégie des médias sociaux a permis un partage plus important des informations sur des questions spécifiques valorisées par le projet. La page bénéficie d'un très bon niveau de visite et des taux de clics croissant.

Le canal médiatique a, lui, fait objet d'activités soutenues par la publication ponctuelle d'informations essentielles autour des actions du Projet, via les médias du service public (audio-visuel, presse écrite et sur Internet), les médias de proximité (radio rurales) et quelques médias privés.

➤ **Activité 2 : Contractualisation et Poursuite des émissions de radios rurales dans les préfectures zones du Projet**

Depuis la signature des contrats avec les radios rurales, le projet bénéficie d'un niveau d'intégration au sein des communautés des zones d'émissions des radios.

Le niveau de réalisation des émissions est certes en deçà des prévisions ciblées au démarrage des activités des radios rurales, mais elles ont permis de renforcer sa présence en tant qu'instrument clé de développement des filières.

Sur 12 tables rondes programmées, 5 ont été réalisées par 6 radios. Celles de Beyla et Siguiri qui en sont à 4

Sur 12 émissions interactives prévues, 04 ont été produites et diffusées

Sur 4 microprogrammes, 2 ont été produites

Les couvertures médiatiques (10), elles, ont fait l'objet de plusieurs activités : 8 ont été produites et diffusées

Quant magazines radiophoniques 04/05 ont été produites et diffusées

En termes d'audience attendue, les émissions atteindront environ 160 000 auditeurs dans une centaine de localités dépendantes des 8 préfectures.

➤ **Activité 3 : Production d'outils et supports de visibilité ainsi que des d'articles promotionnels**

Destinée à renforcer la visibilité du Projet, au moyen d'outils accessibles à tous, la réalisation de cette activité à consister à la réédition de supports de visibilité, dans le cadre notamment de la stratégie de riposte face au COVID-19

A cet effet, vers la fin de ce semestre, le projet a réalisé :

- **1000 plaquettes d'informations et dépliants**
- **1000 Chemises pochettes**
- **Des stickers, destinées aux équipements de production mis à la disposition des agriculteurs**

A noter qu'en marge des missions des cadres du Projet et des équipes du Ministère dans les zones d'intervention, des séances d'information/sensibilisation sont organisées avec les bénéficiaires et les partenaires techniques. Y compris la participation, par les lesdites équipes, à des émissions radiophoniques.

2- Activités en cours de réalisation

➤ **Activité 1 : Elaboration de contrats de prestations avec deux médias privés (catégorie audio-visuelle) et la télévision nationale pour accompagner le Projet dans sa stratégie de visibilité.**

Le principal objectif de cette activité est d'accroître la visibilité du Projet et le partage des informations sur ses grandes réalisations à travers l'audio-visuel. A cet effet, une agence de communication devrait servir d'interface entre les médias retenus pour le secteur public et privé dans les catégories presse écrite, web et radio. Les programmes d'émissions prévues seront, après validation du contrat : les Magazines, les Tables Rondes et les reportages/interviews télévisés

A date, les actions suivantes sont réalisées :

- Les TDRs ont été validés
- La consultation pour le choix du cabinet est en cours.

Le retard dans la mise en œuvre cette activité a été occasionnée par des recommandations de la Banque sur le réajustement de la procédure de sélection. L'activité démarrera dès l'approbation du processus.

- **Activité 1 : Production d'un film documentaire sur la situation de références de développement des filières cibles du Projet**

La réalisation de cette activité est prévue pour démarrer ce mois de juillet

3- Activités non débutées

- **Activité 1 : Elaboration de la stratégie et de plan de communication du PDAIG**

Le développement de la stratégie de communication vise à doter le Projet d'une stratégie de communication et de plans de communication opérationnels qui répondra aux objectifs du PDAIG et à facilitera l'appropriation du Projet par les bénéficiaires et l'adhésion.

Les principales tâches prévues pour y parvenir consistait dans :

- ✓ *L'élaboration des termes de références*
- ✓ *La revue de la documentation du projet*
- ✓ *La conception des outils et supports pour la réalisation d'un atelier multi acteurs de production de la stratégie,*
- ✓ *L'organisation de deux ateliers de co-production des outils avec les parties prenantes au prenantes, et*
- ✓ *La rédaction de la stratégie*

A date, la revue de la documentation a été réalisation. Sur la base cette revue documentaire, les thématiques propres au Projet ont été élaborés ; et les acteurs identifiés, classé.

1.2. Exécution Financière :

Le tableau ci-dessous indique les montants décaissés par catégories de dépenses au 30 juin 2020, ainsi que les taux d'exécution s'y rapportant. Le taux de décaissement du Crédit est de 33,36 %

Le tableau ci-dessous donne la situation des décaissements par catégories au 30 juin 2020.

Catégorie	Description des catégories	Allocation initiale	Décaissés	Soldes	Taux de décaissement
1	Travaux, Biens, NCS, CS excepté cat 2 et 4	30 633 525,00			
2	Subventions de contrepartie	6 671 301,00			
3	Remboursement fonds de préparation du projet	680 745,00			
4	Cas Urgence Eventuelle	0,00			
DA-AG	Compte désigné IDA V1520-001				
DA-BG	IDA-62570				
	Total général	37 985 571,00			

Annexes :

Annexe 1 : Situation des bénéficiaires directs touchés par le Projet au Premier semestre 2020**Tableau N°1 : OPA évoluant dans les filières riz et maïs**

N°	Préfect	Unions	Group/coop	Hom	Fem	Total	% fem	C. valeur
1	Beyla	10	332	6573	6573	13488	48,73	Riz
2	Mandiana	43	402	6874	2754	10073	27,34	Riz+maïs
3	Siguiri	38	556	11472	2653	14719	18,02	Riz
4	Dinguiraye	4	21	435	210	670	31,34	Maïs
5	Boké	6	39	505	841	1346	62,48	Riz
Ensemble		101	1350	25859	13031	40296	32,34	

Tableau N° 2 : OPA évoluant dans la chaîne de valeur de la pomme de terre

N	Préfecture	Unions	Group/Coop	Hom	Fem	Tot	% fem	C. de valeur
1	Labé	1	6	124	182	313	58,15	PT + maïs
2	Pita	5	129	692	3128	3954	79,11	P. de terre
3	Dalaba	1	3	20	70	94	74,47	P. de terre
Ensemble		7	138	836	3380	4361	77,51	

Tableau N°3 : Individus & OPA évoluant dans la chaîne de valeur de la volaille

N°	Préfecture	Individus	Femmes	Union	Groupement	Hommes	Femmes	Total	% femmes
1	Mandiana	4		0	0	4	0	4	0
2	Siguiri	15		0	0	14	1	15	6,67
3	Labé	12	10	1	3	81	12	93	12,9
4	Dalaba	29	6	1	0	23	5	28	17,86
5	Boké			0	0	4	0	4	0
6	Dubrèka			1	2	73	17	90	18,89
7	Coyah	34	4	1	4	81	32	113	28,32
Ensemble		94	20	4	9	280	67	347	19,31

Tableau N°4: OPA évoluant dans la chaîne de valeur du poisson

N°	Préfecture	Individus	Femmes	Union	Groupements	Hommes	Femmes	Total	% femmes
1	Siguiri	12	3	0	1	9	3	12	25
2	Dalaba	1		0	1	10	5	15	33,33
3	Boké	1		0	1	10	15	25	60
Ensemble		14	3	0	3	29	23	52	44,23

Annexe2 . Niveau d'avancement avec Tulip Industrie

1) PRODUCTION :

**10 BORNES DISPONIBLES POUR LE PROJET PILOTE POUR LE PROJET PDAIG**

- 100% des travaux de gros œuvres réalisés : soudure, peinture de base blanche.
- 30% des travaux de montage électroniques et testes : début 13/07/2020 – 31/07/2020
- **0% Infographie Vinyles autocollants, laminage sur kiosks : 03/08 – 05/07/2020**
- **0% Tablettes : Matières premières en cours d'importation : ETA 24/07/2020**

2) APPLICATIONS LOGICIELLES :

**BORNES HORIZON**

- 73% Logiciels & base de données développés : Architecture Base de Données et Interface GUI pour visualisation et gestion à temps réel des données par le PAM
- 43% de réalisation : Application Logicielle de la borne
- **0% Infographie Vinyles autocollants, laminage sur kiosks : 03/08 – 05/07/2020**

TABLETTES :

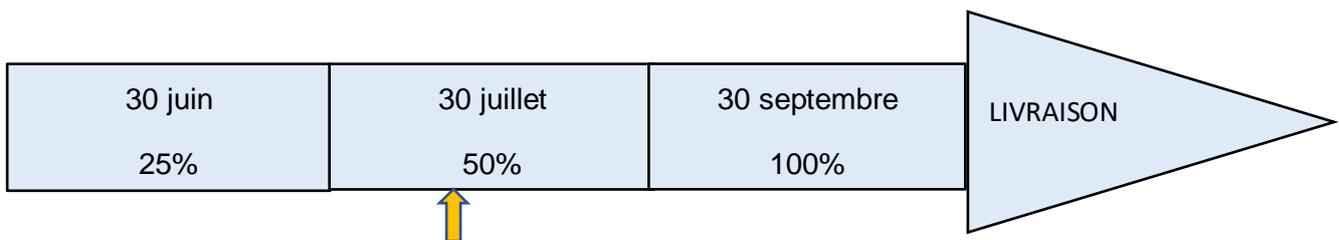
- 73% Logiciels développés (GUI et enregistrement données)

3) ITNETWORK :

- CRM Bitrix24, migration complète du Cloud au Self-Hosted (Hébergement local du système de gestion intégrée des clients à TULIP)
- Création d'un portail web dans le CRM : permettant la gestion à distance des données par le PDAIG
- 4 servers dans un rack disponible, en cour d'installation.

4) CALL CENTER

- 20 personnes parlant 6 langues nationales sont recrutées. 100%
- Le planning pour formation d'agents d'appel : formation du 13-24 juillet
- L'aménagement et l'installation du centre d'appel (en cours) 30%
- 90% du réseau est déjà câblé au niveau de cette structure.



CADRE DE RESULTATS PDAIG

PDO Indicators by Objectives / Outcomes	Unité de mesure	Baseline	Intermediate Targets						Cible en fin de projet	Tx Réalisation
			2019			2020			Cible final	
			Cible	Réalisation	TR	Cible	Réalisation	TR		
Objectif du projet : Accroître la productivité agricole et l'accès aux marchés pour les producteurs et les PME dans certaines chaînes de valeur										
Pourcentage d'augmentation du rendement des produits ciblés obtenus par les bénéficiaires directs du projet (ventilés par produit : riz, maïs, pomme de terre, œuf et poisson)	Percentage	0,00	0,00	-	0,00%	5,00	-	0,00%	20,00	0,00%
Pourcentage d'augmentation du rendement des produits ciblés obtenus par les bénéficiaires directs du projet (ventilés par produit : riz, maïs, pomme de terre, œuf et poisson) - Rice	Percentage	0,00	0,00	-	0,00%	10,00	-	0,00%	30,00	0,00%
Pourcentage d'augmentation du rendement des produits ciblés obtenus par les bénéficiaires directs du projet (ventilés par produit : riz, maïs, pomme de terre, œuf et poisson) - Potatoes	Percentage	0,00	0,00	-	0,00%	5,00	-	0,00%	20,00	0,00%
Pourcentage d'augmentation du rendement des produits ciblés obtenus par les bénéficiaires directs du projet (ventilés par produit : riz, maïs, pomme de terre, œuf et poisson) - Maize	Percentage	0,00	0,00	-	0,00%	5,00	-	0,00%	20,00	0,00%
Pourcentage d'augmentation du rendement des produits ciblés obtenus par les bénéficiaires directs du projet (ventilés par produit : riz, maïs, pomme de terre, œuf et poisson) - Egg	Percentage	0,00	0,00	-	0,00%	5,00	-	0,00%	20,00	0,00%

Pourcentage d'augmentation du rendement des produits ciblés obtenus par les bénéficiaires directs du projet (ventilés par produit : riz, maïs, pomme de terre, œuf et poisson) - Fish	Percentage	0,00	0,00	-	0,00%	5,00	-	0,00%	20,00	0,00%
Pourcentage d'augmentation du volume des ventes de produits ciblés réalisés par les bénéficiaires directs du projet (ventilés par produit : riz, maïs, pomme de terre, œuf, poisson)	Percentage	0,00	0,00	-	0,00%	20,00	-	0,00%	40,00	0,00%
Producteurs touchés par les biens et services du projet	Number	0,00	10 000,00	8 404,00	84,04%	40 000	38 720	97%	150 000	26 %
Producteurs touchés par les biens et services du projet - Femmes	Number	0,00	4 000,00	2 840,00	71,00%	15 000	14 776	99%	60 000	25 %
Producteurs touchés par les biens et services du projet - Jeunes	Number	0,00	3 000,00	2 270,00	75,67%	10 000	23 944	239%	45 000	53 %
Component 1 : Increasing agricultural productivity										
Superficie réhabilité ou doté d'un nouveau système d'irrigation ou de drainage pour la maîtrise de l'eau	Hectare (Ha)	0,00	0,00	-	0,00%	0,00	-	0,00%	3 000	0,00%
Nombre d'associations d'usagers de l'eau opérationnelles créées et/ou renforcées	Number	0,00	0,00	-	0,00%	0,00	-	0,00%	50	0,00%
Superficie couverte par les technologies améliorées diffusées par le projet	Hectare (Ha)	0,00	5 000,00	1 372,00	27,44%	10 000	8 872	89%	50 000	18 %
Nombre d'utilisateurs de technologies améliorées diffusées par le projet (ventilées par sexe)	Number	0,00	5 000,00	7 041,00	140,82%	25 000	22 041	88%	100 000	22 %
Nombre d'utilisateurs de technologies améliorées diffusées par le projet - femmes	Number	0,00	2 000,00	2 605,00	130,25%	10 000	8 605	86%	40 000	22 %
Nombre de techniciens agricoles formés (ventilés par sexe)	Number	0,00	500,00	113,00	22,60%	700	530	19%	1 000	417%
Component 2 : Increasing market access										

Nombre de micro-projets financés par la subvention à coût-partagé	Number	0,00	0,00	-	0,00%	200,00	-	0,00%	900,00	0,00
Nombre de sous-projets financés par la subvention à coût-partagé pour les petites et moyennes entreprises (PME)	Number	0,00	0,00	-	0,00%	20,00	-	0,00%	50,00	0,00
Nombre de producteurs, d'agro entrepreneurs et de PME formés (désagrégé par sexe et jeunesse)	Number	0,00	0,00	-	0,00%	500,00	-	0,00%	2 000,00	0,00
Nombre de producteurs, d'agro entrepreneurs et de PME formés (désagrégé par sexe et jeunesse) - Jeunes	Number	0,00	0,00	-	0,00%	200,00	-	0,00%	600,00	0,00
Nombre de producteurs, d'agro entrepreneurs et de PME formés (désagrégé par sexe et jeunesse) - Femmes	Number	0,00	0,00	-	0,00%	200,00	-	0,00%	600,00	0,00
Nombre de producteurs, d'agro entrepreneurs et de PME formés (désagrégé par sexe et jeunesse) - PME	Number	0,00	0,00	-	0,00%	50,00	-	0,00%	100,00	0,00
Component 3 : Strengthening institutional capacity										
Recensement de l'agriculture et de l'élevage achevé	Yes/No	N	N	N	0,00%	N	N	0,00%	Y	0,00
Component 4 : Project coordination and implementation										
Taux de satisfaction des bénéficiaires pour les services et biens fournis par projet (par sexe et jeunesse)	Pourcentage		0,00	NA	0,00%	0	-	0,00%	80,00	0,00